

## Bilan de la conférence: quels enseignements tirer du forum?

Francis Goullier | Paris F

Some of the main conclusions of the conference are summarised in this article and include the importance of mastering academic discourse genres, particularly in the language of schooling for educational achievement in all subjects. It should not be taken for granted that children who master the language in familiar contexts are also able to do so in different school subjects. Teachers of all subjects should be aware of the difficulties students may have using academic discourse. It is important to recognize the importance of the students' languages of origin and their linguistic and cultural identities: it will lead to a greater self-esteem and to a positive attitude towards school. The importance of a close collaboration with practising teachers and other stakeholders is stressed in order to bring about change and improvements in a great variety of educational contexts.

More information is available at the Platform of Resources and References for Plurilingual and Intercultural Education → [www.coe.int/lang](http://www.coe.int/lang)

Le Forum politique s'est tenu du 2 au 4 novembre 2010 à Genève sur l'invitation des autorités suisses représentées par le Secrétariat d'Etat à l'Education et à la Recherche et de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique. Il a réuni plus de 200 participants, représentants de 37 Etats membres du Conseil de l'Europe, de pays et d'organisations associés comme le Canada, la Commission européenne, l'OCDE et l'ALECSO, ainsi qu'une délégation suisse forte de 70 membres. Cet événement a une signification particulière. D'une part, il coïncide avec le 50<sup>ème</sup> anniversaire d'existence de la Division des politiques linguistiques et des travaux du Conseil de l'Europe concernant les langues étrangères. D'autre part, il intervient après une série de manifestations et de réflexions consacrées à l'acquisition de la langue de scolarisation et aux dimensions langagières de toute discipline et de tout enseignement. Il inaugure ainsi une nouvelle période dans l'action du Conseil dans le domaine des langues.

### Ce forum poursuivait plusieurs objectifs

- partager les constats et principes essentiels guidant les travaux de la Division des politiques linguistiques (DPL) en faveur du droit à une éducation de qualité et de l'équité en éducation: nécessité de prendre en compte de façon transparente la di-

mension langagière de tout enseignement; intérêt d'assurer une cohérence entre les enseignements de langue; importance du répertoire plurilingue et interculturel des apprenants;

- présenter de nouveaux outils et documents et engager une large consultation. Trois d'entre eux ont fait l'objet d'une présentation et de discussions particulières: une «boîte à outils» pour concevoir et mettre en œuvre l'intégration linguistique des enfants et adolescents issus de l'immigration; un protocole pour analyser les enjeux langagiers dans les différentes disciplines et pour construire, sur cette base, des descriptions transparentes visant à expliciter les genres discursifs et textuels ainsi que leur réalisation linguistique dans la ou les langues concernées; un «Guide pour le développement et la mise en œuvre de curriculums pour l'éducation plurilingue et interculturelle»;
- favoriser la mutualisation des expériences, réflexions et initiatives prises dans les Etats membres et partenaires du Conseil;
- promouvoir l'utilisation de la *Plateforme de références et de ressources pour l'éducation plurilingue et interculturelle* ([www.coe.int/lang/fr](http://www.coe.int/lang/fr)), espace de diffusion des documents et de mutualisation des expériences;
- identifier les priorités dans les actions à conduire par la Division des politiques linguistiques;
- susciter dans les Etats membres des initiatives en faveur de l'équité par la recherche d'une éducation de qualité pour tous.

Les travaux ont fait alterner des séances plénières et des ateliers. Les interventions ont été consacrées aux travaux du Conseil de l'Europe ou d'autres institutions européennes (Commission européenne et OCDE) ainsi qu'à la présentation d'études réalisées par différents experts. Grâce à la richesse de ces interventions et des débats ayant fait suite aux deux séries d'ateliers, ce forum a rempli une grande partie de ses objectifs.

## Un consensus partagé semble bien exister sur plusieurs points

- Les constats tirés de recherches universitaires, d'études conduites par des organismes européens ou au niveau national, d'observations de pratiques d'enseignement et d'évaluation sont convergents. Ils montrent l'importance de la maîtrise des genres discursifs académiques, notamment dans la langue de scolarisation, pour la réussite scolaire, même si les langues ne sont pas le seul facteur de réussite ou d'échec, que d'autres paramètres interviennent tels que les traditions éducatives, la relation familiale envers l'écrit et l'Ecole, les relations de pouvoir entre langues et cultures ainsi que les conditions socio-économiques. Les avis convergent quant à la nécessité de lutter contre l'idée encore trop répandue que la langue utilisée dans les différentes disciplines serait immédiatement assimilable à la langue de communication utilisée dans le contexte familial et parfaitement transparente pour tout locuteur de la langue concernée, à l'exception d'un lexique spécialisé.
- La recherche d'une plus grande cohérence et la mise à profit des convergences entre les différents apprentissages linguistiques, en premier lieu entre les enseignements de langues étrangères, sont souhaitables, mais les leviers d'action se situent à des niveaux très différents selon les contextes, les représentations des acteurs et les traditions éducatives.
- L'attention portée aux populations défavorisées sur le plan socio-économique, enfants issus de l'immigration et beaucoup d'autres encore, est essentielle. Cette focalisation sur les difficultés et les besoins de ces élèves est motivée de deux façons: l'exigence d'équité conduit à s'interroger sur les conditions de réussite scolaire de cette partie de la population scolaire; leurs difficultés, notamment dans la maîtrise

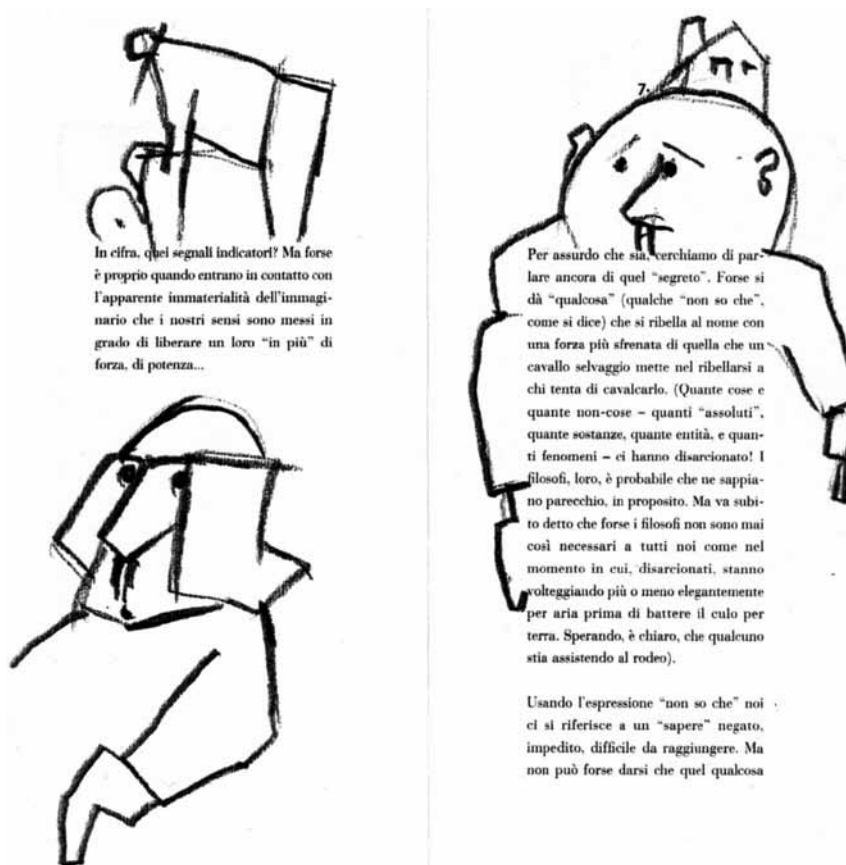
de la langue académique, constituent un révélateur des obstacles auxquels bien d'autres élèves sont confrontés. La lutte contre l'exclusion scolaire est une lutte pour la qualité et l'équité des systèmes éducatifs qui ne peut que bénéficier à l'ensemble des jeunes scolarisés.

- L'attitude d'un apprenant envers l'éducation et la langue de scolarisation est fortement conditionnée par la reconnaissance et la valorisation de ses identités linguistiques et culturelles. La reconnaissance par l'Ecole de l'apprenant dans sa totalité, et donc de sa/ ses langue(s) et culture(s) d'origine, est l'une des conditions de l'estime de soi, indispensable à l'engagement person-

nel; à l'inverse, son rejet par l'Ecole ou, le plus souvent, sa méconnaissance et le sentiment de dévaluation qu'ils peuvent susciter contribuent à l'échec scolaire. La crainte que la pratique d'autres langues à la maison puisse nuire à l'acquisition de la langue de scolarisation doit être écartée; une telle pratique peut même être très favorable à la réussite scolaire en particulier quand elle développe une attitude positive envers l'écrit.

Plusieurs pistes s'offrent à nous et sont déjà en partie explorées:

- valorisation du répertoire langagier individuel (utilisation du *Portfolio européen des langues*; possibilité donnée aux élèves concernés d'évaluer leurs compétences dans les langues d'origine, voire même d'intégrer les résultats de ces évaluations dans les documents scolaires, référence à ces langues lors



Emilio Tadini, La fiaba della pittura, prove di stampa illustrate, 2002.

de la réflexion sur d'autres langues ou cultures, etc.);

– prise en compte des ressources que constituent les langues d'origine pour faciliter l'accès aux connaissances, en donnant par exemple l'occasion aux élèves, notamment lors de travaux en groupes, d'utiliser les langues d'origine pour accéder à des informations liées aux contenus enseignés ou pour mieux s'approprier, grâce à des échanges et une verbalisation dans leur langue première, les concepts enseignés. Une telle démarche permet également de mobiliser plus facilement les connaissances antérieures pour progresser dans la maîtrise des contenus disciplinaires. La connaissance et l'usage des langues d'origine ne nuisent pas à l'apprentissage de la langue de scolarisation et à la réussite scolaire. Ils ne signalent pas non plus d'attitude de rejet de cette langue ou de retrait envers l'éducation et l'intégration.

– enseignement spécifique de la langue d'origine ou de la langue de scolarisation, comme langue seconde ou étrangère.

- Force est de constater que les résistances peuvent être grandes, que ce soit contre la reconnaissance effective de la nécessité pour les enseignants de différentes matières de prendre en charge la construction effective par les élèves des compétences langagières exigées dans les discours académiques de leur matière; ou contre une traduction réelle dans les pratiques éducatives et pédagogiques d'une valorisation de la diversité des langues et des cultures des élèves et d'une exploitation de ces ressources dans les apprentissages.
- La confrontation des expériences dans les différents contextes éducatifs confirme que les avancées nécessaires vers une éducation plurilingue et interculturelle sont plutôt à rechercher dans une dynamique des «petits pas», d'améliorations progressives et non pas de rupture.
- Le concept de plurilinguisme, pour rester porteur des valeurs qui sont les siennes, doit être conçu dans la perspective d'une «éducation plurilingue et interculturelle». Cette éducation au plurilin-

guisme et à la dimension interculturelle doit traverser tous les apprentissages langagiers, ne serait-ce que par la prise de conscience de la réalité de la variation dans chaque langue. La perspective ouverte par l'éducation plurilingue et interculturelle englobe naturellement la langue de scolarisation ainsi que son rôle et ses usages dans toutes les disciplines.

- Les dispositifs CLIL/EMILE ou l'enseignement bilingue, avec les langues étrangères, les langues d'origine, régionales ou minoritaires, sont des champs d'exploration privilégiés des relations entre matières et langues, et les enseignants intervenant dans ces dispositifs peuvent jouer un rôle important dans la prise de conscience et la traduction dans les pratiques pédagogiques.

Ces constats partagés trouvent un écho évident dans le nouvel appel à propositions du Centre européen pour les langues vivantes de Graz.

### **Les textes et outils mis à la disposition des Etats membres et des Organisations non gouvernementales par la DPL constituent une base importante pour la suite des travaux et les actions à conduire**

Ces outils sont très récents et encore très peu connus. Ils sont soumis à l'analyse critique de tous les acteurs. Leur finalité est de proposer des procédures, de définir des cadres de réflexion pour susciter, accompagner et éclairer les actions qui pourront être mises en œuvre au niveau national, régional ou local.

Comme pour tous les documents et outils élaborés et diffusés dans un passé récent par la DPL (*Cadre européen commun de référence pour les langues, Portfolio européen des langues...*), on peut y reconnaître des tensions entre différentes lignes de force. Certaines ont été particulièrement évoquées et débattues dans les travaux:

- Une tension existe, par exemple, entre une approche globale signalée par le recours au concept de curriculum et la conviction affirmée à plusieurs reprises dans le forum que des progrès réels ne peuvent être attendus que par un discours construit avec les enseignants sur la base de leurs pratiques, par une attention particulière portée à la méthodologie d'enseignement et par une formation et un accompagnement de ces mêmes enseignants, dimensions d'ailleurs explicitement prises en compte dans le Guide présenté. Quels que soient le système éducatif, son mode d'organisation et ses traditions, une approche des problématiques par le curriculum écrit ne peut suffire et elle doit impérativement être complétée par une prise en compte des modalités et conditions d'évolution des pratiques d'enseignement.
- Des discussions ont également porté sur la tension existant entre l'adoption dans les documents de la perspective de l'enseignement, la priorité étant donnée aux contenus et aux compétences à faire acquérir, et la perspective de l'apprenant, qui est fondamentale dans l'éducation plurilingue et interculturelle et constitue de façon claire la finalité explicite de ces outils.

Ces questionnements ont permis tout d'abord de faire valoir que nous devons garder constamment à l'esprit les deux termes de chacun de ces couples. La diversité des contextes éducatifs est telle que les documents élaborés au niveau européen doivent offrir un cadre suffisamment large pour que chacun puisse y trouver les moyens d'action les mieux adaptés à son contexte et à ses besoins. Bref, ces documents sont des documents de références et non pas des plans d'action. Bien évidemment, l'efficacité dépend cependant en grande partie de la mobilisation de l'ensemble des acteurs aux divers niveaux de responsabilité du curriculum au sens large (du niveau nano au niveau macro). Les observations relatées ont précisément montré que les différences de représentations et de pratiques selon les niveaux pouvaient être des freins importants aux initiatives prises.

De la même façon, la proposition d'une démarche commune, notamment par l'utilisation des protocoles d'analyse des curriculums des disciplines, et la prise en compte de la perspective de l'apprenant ne sont nullement contradictoires comme le montre, entre autres, l'importance accordée à la réflexion sur l'adaptation de «l'approche portfolio» aux questions liées à la langue de scolarisation.

Enfin, le constat de la non-pertinence de standards européens en ce qui concerne les langues de scolarisation ne réduit en rien l'importance de l'évaluation et de repères pour établir des progressions, en particulier à l'aide de descripteurs. La démarche proposée privilégie les initiatives locales ou nationales à partir d'orientations et de principes communs en Europe. Il semble en effet très difficile et peut-être même contre-productif de proposer des «standards européens» alors que les traditions éducatives et les pra-

tiques disciplinaires sont très différentes en Europe. Plusieurs participants au forum ont d'ailleurs réaffirmé l'importance d'élaborer tout cadre de référence en lien direct avec l'ensemble des acteurs et en respectant la réalité des contextes et des pratiques pédagogiques. Cette absence de référentiel européen sur les langues de scolarisation ne condamne pas à l'inaction. De nombreux participants ont dit le besoin de disposer de descripteurs pour rendre opératoires les indications formulées dans le curriculum, concevoir les itinéraires de progression et rendre transparentes les exigences attendues. De tels descripteurs, s'ils sont conçus de manière non prescriptive et dans la perspective positive des descripteurs de niveaux de compétence en langue étrangère du *Cadre européen commun de référence*, ont le mérite de rappeler l'importance de valoriser ce que les apprenants parviennent à effectuer avec la langue et de ne pas les caractériser par ce qu'ils ne sont pas (encore) capables de faire. Ils permettent également de focaliser l'attention des enseignants et des apprenants sur l'usage qui est fait de la langue et non pas sur l'analyse de celle-ci. Des débats ont cours sur la forme et le contenu des descripteurs les mieux adaptés aux différents publics et aux cultures éducatives en ce qui concerne la langue de scolarisation. Mais la présence sur la *Plateforme de références et de ressources pour l'éducation plurilingue et interculturelle* d'un espace dédié aux «réflexions sur l'usage des descripteurs dans l'apprentissage, l'enseignement et l'évaluation» montre que leur intérêt n'est aucunement mis en cause, moins d'ailleurs, pour la langue de scolarisation, dans une perspective d'évaluation que pour concevoir les contenus à enseigner et les progressions à suivre.

### **Ces textes et outils rejoignent des initiatives déjà prises dans de nombreux pays**

Ces initiatives sont très diverses. D'une stratégie globale, comme au sein des cantons suisses, à des initiatives limitées à des secteurs ou à des populations ciblées dans d'autres pays, d'une stratégie reposant sur des outils généralisés en lien avec des objectifs définis à d'autres stratégies misant sur l'accompagnement et la formation d'enseignants, une très large palette d'initiatives existe. Les défis qui sont dès lors à relever, grâce aux outils disponibles, consistent à faire bénéficier ces initiatives des réflexions et approches proposées au niveau européen, à favoriser par ce biais leur cohérence et une extension de telles démarches à l'ensemble des langues dans et pour l'éducation.

### **Les actions conduites par la Division des politiques linguistiques connaissent un infléchissement sensible vers les problématiques liées à la langue de scolarisation**

Il ne s'agit pas d'un changement d'orientation politique ni d'une mise en sommeil d'outils consacrés aux langues étrangères. Le CECR et le PEL restent des éléments fondamentaux de la stratégie de la DPL en faveur des valeurs liées à la diversité, à la cohésion sociale, au dialogue interculturel, à la citoyenneté démocratique et au droit à une éducation de qualité et équitable. Le rôle des langues étrangères reste naturellement important dans la mise en œuvre de l'éducation plurilingue et interculturelle. Mais beaucoup d'outils sont déjà consacrés aux langues étrangères ou secondes. Il est donc compréhensible que l'accent soit désormais mis sur la langue de scolarisation et sur son rôle dans l'enseignement des matières, de façon à établir un équilibre plus conforme à la conception de l'éducation plurilingue et interculturelle.

Ces évolutions seront conduites dans un partenariat étroit entre la DPL et ses interlocuteurs dans les Etats membres. La composition des délégations au forum reflète d'ailleurs bien ces évolutions cherchées par la DPL: acteurs de différents champs disciplinaires, avec des responsabilités différentes, venant du domaine des langues étrangères et de l'enseignement des langues de scolarisation, experts et responsables pédagogiques ou administratifs.

Ce nouvel équilibre rend aussi nécessaire **la constitution d'un réseau de partenaires institutionnels en charge de ces questions**, avec lesquels la DPL puisse entreprendre des actions permettant des avancées concrètes, qui aient des répercussions rapides en faveur des apprenants dont les résultats soient accessibles à tous les acteurs concernés et qui les associent pour relever ensemble les défis qui nous sont posés.

Parmi les actions devant être entreprises, il convient de citer l'utilisation effective de la *Plateforme de ressources et de références pour l'éducation plurilingue et interculturelle* ([www.coe.int/t/dg4/linguistic/LangEduc/LE\\_PlatformIntro\\_](http://www.coe.int/t/dg4/linguistic/LangEduc/LE_PlatformIntro_)

fr.asp). Cette plateforme concrétise les formes d'échanges entre tous les partenaires dans ce nouveau projet, aussi bien échanges entre la DPL et les Etats membres ou ONG par la mise à disposition des études et documents réalisés à son initiative qu'échanges entre les Etats membres et tous les acteurs concernés par le biais d'études, de documents, d'études de cas ayant fait leurs preuves, d'exemples de bonnes pratiques, etc. Elle peut également aider à la diffusion de documents pertinents produits hors du cadre européen.

Une même dynamique sous-tend également l'activité de *Profil de politique linguistique éducative* proposée aux Etats membres, à des régions ou à des villes. Elle consiste à accompagner les acteurs et décideurs locaux dans l'auto-analyse de leur politique linguistique éducative dans une perspective d'adaptation aux évolutions internes à la société ou en cours dans les réflexions au niveau européen. Cet accompagnement consiste en une mise à disposition, d'une part, des orientations et outils d'analyse du Conseil de l'Europe ainsi que, d'autre part, d'experts réunis par la DPL et venant de pays et de cultures éducatives permettant une contribution pertinente. Ce type d'activité, éventuellement ciblée sur un aspect particulier, peut certainement également jouer un rôle important dans le traitement des questions

liées aux langues de scolarisation et aux langues d'origine.

L'organisation de séminaires au niveau national ou régional apparaît bien aussi constituer un mode d'action possible à l'initiative des Etats membres.

Plusieurs participants signalent l'opportunité créée dans leur pays, par l'ouverture de travaux sur le curriculum, d'une prise en compte des apports du forum. Certains citent des perspectives d'évolution par le biais de l'enseignement bilingue. D'autres enfin estiment qu'aucune avancée réelle dans leur contexte ne sera possible autrement que par un travail sur les pratiques et des exemples concrets de mise en œuvre. Chacun doit définir ses priorités d'action selon son propre contexte éducatif, politique et économique.

Les pistes de travail et de réflexion ouvertes pendant le forum concourent toutes à l'éducation plurilingue et interculturelle, soucieuse des besoins et des aptitudes de l'ensemble des apprenants et tout particulièrement des populations les plus vulnérables. Elles sont guidées par le souci du droit à une éducation de qualité. Ce principe majeur du droit à une éducation de qualité pose un lien très fort entre qualité et équité: l'équité exige la qualité de l'éducation dispensée à tous et à toutes; la qualité de cette éducation n'est assurée que dans le cadre de la recherche constante d'équité.

### Francis Goullier

est Inspecteur Général de l'Education Nationale, Rapporteur Général du Forum.



Henry Michaux, Senza titolo, 1963.